

Université Claude Bernard Lyon 1  
Pôle Finances, Achats, Pilotage - Direction  
des Achats

**MARCHÉ PUBLIC**  
MARCHÉ DE SERVICES

**Réalisation de prestations de surveillance de baignade dans le cadre des activités physiques et sportives organisées par le Service Inter Universitaire des Activités Physiques et Sportives (SIUAPS) rattaché à l'Université Claude Bernard Lyon 1**

**Cahier des clauses particulières (CCP)**

Consultation n°











24052S

## SOMMAIRE





|    |  |    |
|----|--|----|
| 1. | DÉFINITIONS .....                            | 3  |
| 2. | OBJET DU CONTRAT.....                        | 3  |
| 3. | STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....           | 5  |
| 4. | DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION ..... | 5  |
| 5. | PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....         | 6  |
| 6. | RÉALISATION DES PRESTATIONS .....            | 9  |
| 7. | OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....               | 17 |
| 8. | LITIGE ET SANCTIONS .....                    | 17 |
| 9. | FIN DU CONTRAT .....                         | 21 |

*Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.*

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

|   |                       |   |
|---|-----------------------|---|
|    | Objet du contrat      | Réalisation de prestations de surveillance de baignade dans le cadre des activités physiques et sportives organisées par le Service Inter Universitaire des Activités Physiques et Sportives (SIUAPS) rattaché à l'Université Claude Bernard Lyon 1   |
|  | Acheteur              | Université Claude Bernard Lyon 1  |
|  | Type de contrat       | Marché ordinaire de services  |
|  | Structure             | Lot unique  |
|  | Lieu d'exécution      | Lieu principal : Piscine Inter Universitaire<br>Domaine Scientifique de la Doua<br>7, rue des sports<br>69100 Villeurbanne<br><br>Accessoirement : Diverses piscines dans le cadre d'enseignement universitaire (piscine du Rhône, piscine Garibaldi) |
|  | Durée                 | 2 ans reconductible 2 fois un an  |
|  | Développement durable | Clause environnementale   |
|  | Pénalités de retard   | Oui   |
|  | Variation des prix    | Révisables (formule)  |
|  | Nature des prix       | Prix unitaires  |

# 1. DÉFINITIONS

|  |  |
|--|--|
|  Contrat    | Le <b>contrat</b> est un marché public passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché. |
|  Acheteur   | L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.   |
|  Titulaire  | Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.  |
|  Prestation | La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.  |

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur la réalisation de prestations de surveillance de baignade à la Piscine Inter Universitaire des Activités Physiques et Sportives du Domaine Scientifique de la Doua.

#### ■ Lieu d'exécution :

Les prestations seront principalement exécutées au lieu suivant :

**Piscine Inter Universitaire  
Domaine Scientifique de la Doua  
7, rue des sports  
69100 Villeurbanne.**

Cependant, le titulaire du marché peut être amené à intervenir sur d'autres sites nécessitant des maîtres-nageurs dans le cadre des enseignements universitaires (exemples : Piscine du Rhône, Piscine Garibaldi...).

#### ■ Contexte du marché :

Le SIUAPS de Lyon est un service inter universités qui coordonne les activités sportives et gère les installations sportives pour les universités Lyon 1, Lyon 2, Lyon 3 et l'INSA de Lyon.

Parmi ces installations sportives, le SIUAPS dispose d'une piscine sur le site universitaire de la Doua où des cours de natation et de plongée sont proposés aux étudiants. Le bassin, en pente douce, mesure 25 x 15 mètres avec une profondeur variant de 1,80 à 3,80 mètres, incluant une fosse sous le plongoir. Pour répondre à ses obligations de sécurité lors des cours et des différents événements organisés, l'Université Claude Bernard Lyon 1 doit mettre en place un marché de prestation de

surveillance des baignades.

#### ■ Pièces contractuelles :

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement à compléter, dater et signer avec en annexe les acte(s) de sous-traitance ;
- Le cahier des clauses particulières ;
- Le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341> ;
- Les réponses de l'acheteur aux questions posées par les candidats pendant la phase de consultation ;
- Les réponses du titulaire aux questions posées par l'acheteur pendant la phase d'analyse des offres ;
- Les annexes financières.

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve des stipulations des autres pièces du marché.

**Toute clause portée dans les documentations et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du ou des titulaires sont concernées par cette disposition.**

#### ■ Pièces non contractuelles :

Le contrat est constitué des documents non contractuels suivants :

- La charte des achats responsables ;
- La charte de la diversité.

## 2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Université Claude Bernard Lyon 1**, représenté par le président de l'université.

#### Adresse et coordonnées :

Pôle Finances, Achats, Pilotage - Direction des Achats

Bâtiment Julie Victoire Daubié  
43 boulevard du 11 novembre 1918  
Villeurbanne  
69622 Villeurbanne Cedex  
Courriel : [achats@univ-lyon1.fr](mailto:achats@univ-lyon1.fr)

#### ■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les

décisions nécessaires engageant le titulaire.

### 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

---

#### ■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

#### ■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

La consultation n'est pas décomposée en lots car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes. Le marché porte sur la réalisation de prestations homogènes.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire** avec un montant maximum de 240 000€ HT pour la durée totale du marché.

### 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

---

#### ■ Délais d'exécution :

Le marché est conclu pour **une durée minimale de deux ans** à compter du **1<sup>er</sup> septembre 2025**.

Le marché peut être **reconduit tacitement par période successive d'un an** sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans. Le titulaire ne peut refuser les reconductions.

Dans tous les cas, les parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité de l'accord-cadre.

#### ■ Délai de base

Les prestations font l'objet d'une planification annuelle de la part du SIUAPS. Celui-ci transmet par mail au prestataire avant le début de chaque période de validité annuel de l'accord-cadre, le planning annuel d'exécution des prestations.

Chaque semaine le SIUAPS rappelle au titulaire les prestations à exécuter pour la semaine suivante, éventuellement réactualisées par rapport au planning annuel initial.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, le titulaire en avertit le SIUAPS dans les plus brefs délais et doit pourvoir à un remplacement immédiat.

Le titulaire doit garantir la continuité du service, même en cas d'interruption comme un arrêt de travail. Le service doit être maintenu à tout moment. Il doit assurer en permanence la prestation pour répondre aux exigences réglementaires de sécurité. Le titulaire informe l'UCBL de toute évolution et des mesures prises dans un délai de 2 heures. Les soumissionnaires doivent proposer un plan pour pallier les absences. Toute absence injustifiée sera pénalisée.

Le titulaire s'engage à accepter toute modification qui pourrait être apportée aux plannings annuels et hebdomadaires des prestations.

Un bon de commande annuel est transmis au titulaire du marché en début d'année universitaire. A la fin de chaque mois, l'université valide le service fait portant sur les prestations effectivement réalisées par le prestataire sur présentation du bilan établi par le titulaire et préalablement validé par le SIUAPS.

#### ■ Prolongations des délais :

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'Acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### ■ Impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation

En cas d'inexécution par le Titulaire de tout ou partie de la prestation, l'université se réserve la possibilité de s'adresser à un autre prestataire pour l'exécution de la prestation non effectuée, après que le titulaire ait été invité à exposer les motifs de sa défaillance et sans qu'une décision de résiliation à ses frais et risques ne soit nécessairement prononcée par l'université.

Dans ce cas, le titulaire supporte l'augmentation éventuelle des dépenses, par rapport au prix du marché. En aucun cas, la diminution de la dépense ne profite au titulaire.

## 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

---

### 5.1. Prix du contrat

#### ■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont unitaires.

#### ■ Variation des prix :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix sont **fermes** la première année, puis révisés annuellement à la date anniversaire de début du marché par application aux prix du marché de la formule suivante :

$$P_n = P_o \times C$$

$$C = [0,15 + 0,85(I_n/I_o)]$$

Selon les dispositions suivantes :

- P<sub>n</sub> est le prix révisé,
- P<sub>o</sub> est le prix des prestations correspondant à la période initiale d'exécution,
- C est le coefficient de révision des prix,
- Indice I<sub>n</sub> est le dernier indice connu lors de la révision moins un mois (date anniversaire du début de l'accord-cadre moins 1 mois),
- Indice I<sub>o</sub> est l'indice du mois M<sub>o</sub> correspondant au mois de la date limite de remise des offres pour la première révision (soit xxx 2024) et le mois de xxx N-1 pour les révisions suivantes.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Les prix ainsi révisés seront invariables pendant cette période.

L'indice retenu est « Indice des salaires mensuels de base » identifiant 010562685 (Indice des salaires mensuels de base - Autres activités de services (NAF rév. 2, niveau A17 RU) - Base 100 au T2 2017).

En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression d'un indice et de non-proposition d'un indice de remplacement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) l'Université Claude Bernard Lyon 1 proposera par voie d'avenant au Titulaire un nouvel indice.

La révision s'opère à la baisse ou à la hausse en fonction de l'application par le titulaire des indices auprès de ses salariés. Il reviendra au titulaire de démontrer une hausse de ses coûts salariaux. La révision des prix n'est pas rétroactive et prend effet à compter de la date du courrier d'acceptation.

Le titulaire devra remettre à l'Université Claude Bernard Lyon 1 ses prix révisés un mois avant la date anniversaire de l'accord cadre, par la voie électronique ou par courrier recommandé, à l'adresse suivante :

**Université Claude Bernard Lyon 1**  
**Direction des Achats**  
**Bâtiment Daubié**  
**43 boulevard du 11 novembre 1918**  
**69622 VILLEURBANNE CEDEX**  
[achats@univ-lyon1.fr](mailto:achats@univ-lyon1.fr)

■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat sont exprimés en euros et comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## **5.2. Conditions de paiement**

■ **Avance :**

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du contrat est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 20%.

Le taux de l'avance passe à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les modalités de présentations des demandes de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS.

La facturation portant sur la réalisation de prestations de surveillance de baignade s'effectuera mensuellement à terme échu. Ces prestations de surveillance feront l'objet d'une facturation distincte en fonction de l'entité pour laquelle elles sont réalisées : l'une spécifique aux établissements d'enseignement supérieur, la seconde spécifique aux associations. Chaque facturation détaillera le nombre d'heures de surveillance effectuées pour chaque structure.

La facturation relative à la prestation de tenue de la pharmacie s'effectuera de manière bimestrielle à terme échu.

Les demandes de paiement seront établies en un original et 1 copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro de bon de commande SIFAC à indiquer impérativement ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la décomposition des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les autoentrepreneurs relevant du régime fiscal de la microentreprise).

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Concernant le dépôt sur la plateforme Chorus Pro, deux données sont indispensables :

- Le numéro de SIRET de l'établissement : 196 917 744 000 19
- Le numéro de bon de commande ; le numéro de bon de commande à 10 chiffres commençant par 4500 et figurant en haut à droite du document transmis par l'Université.

Par ailleurs toute facture ne portant pas le numéro du marché, et ne faisant pas expressément référence à un bon de commande ou ne portant pas les renseignements exigés ci-dessus sera rejetée et retournée à son auteur, ce qui engendrera un retard de paiement. De plus, toutes factures envoyées sous format papier ou électronique qui n'auront pas fait l'objet d'un dépôt sur le portail CHORUS PRO ne seront pas prises en charge et vous seront systématiquement renvoyées.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>. Nous restons également à votre disposition pour toute question sur la mise en place de la facturation électronique. Vous pouvez nous écrire à l'adresse suivante : [balp.creation.fournisseurs@univ-lyon1.fr](mailto:balp.creation.fournisseurs@univ-lyon1.fr).

Adresse de facturation mentionnée sur la demande de paiement :

Université Claude Bernard Lyon 1  
Agence Comptable  
43 bd du 11 novembre 1918  
69622 VILLEURBANNE CEDEX

■ **Périodicité des paiements :**

Les paiements sont mensuels et interviennent à l'issue de la réception des prestations.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ **Remise des demandes de paiement :**

Université Claude Bernard Lyon 1  
43, Boulevard du 11 Novembre 1918  
Villeurbanne  
69622 VILLEURBANNE CEDEX  
Courriel : dir.service.facturier@univ-lyon1.fr

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

■ **Retenue de garantie :**

Les règlements sont diminués d'une retenue de garantie d'un taux de **5,0%** calculée sur le montant TTC des prestations.

Le taux de la retenue de garantie passe à 3,0% si le fournisseur est une PME. Les montants ainsi prélevés sont restitués au titulaire à la fin du contrat sauf réserves formulées par l'acheteur et non rectifiées par le titulaire.

Le titulaire peut en cours d'exécution du contrat demander le remplacement de la retenue de garantie par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues à l'article R2191-36 du Code de la commande publique.

## **6. RÉALISATION DES PRESTATIONS**

### **6.1. Conditions d'exécution de la prestation**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché et à la réglementation en vigueur en matière de surveillance des piscines.

## ■ Généralités

Au début de l'exécution du présent marché, une visite des locaux et de la piscine inter universitaire, ainsi qu'un briefing préparatoire seront organisés durant une demi-journée, en présence des agents du SIUAPS qui interviennent sur place et du Directeur du SIUAPS (ou son représentant). La présence à cette pré-visite de l'équipe encadrante du prestataire dédiée à l'exécution du présent accord-cadre est indispensable. La date de cette visite sera fixée par le Directeur du SIUAPS (ou son représentant), en concertation avec le titulaire.

Le titulaire du marché prendra à sa charge les frais de déplacement de son personnel.

Le titulaire se devra de respecter le règlement intérieur du site que le SIUAPS lui aura préalablement communiqué. **Il proposera un POSS** (Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours) et aura un rôle de conseil auprès du SIUAPS en fonction de l'évolution de la réglementation, des pratiques et du matériel.

## ■ Formation du personnel :

Dans le cadre de son offre de base, le titulaire assurera une formation à destination du personnel de l'université intervenant à la piscine ou au SIUAPS (une trentaine de personnes) dans les conditions suivantes : il dispensera 2 demi-journées par an de formation ou de remise à niveau des personnels précités. Ces actions porteront notamment sur les gestes de premiers secours, l'utilisation du matériel de secours (défibrillateur, bouteilles d'O2, brancard, etc.), organisation des secours, évacuations.

## ■ Équipement et matériel mis à disposition par l'acheteur :

L'université met à la disposition du prestataire pour la réalisation de sa mission les matériels et équipements suivants :

### ■ MATERIEL DE SECOURISME

- 1 brancard rigide,
- 1 couverture de survie.

### ■ MATERIEL DE REANIMATION

- 1 défibrillateur.

### ■ DOCUMENT REGLEMENTAIRE

- Carnet sanitaire.

## ■ Équipement et matériel mis à disposition par le titulaire :

Le prestataire doit mettre à la disposition de l'Université pour la réalisation de sa mission les matériels et équipements suivants :

### ■ MATERIEL DE SECOURISME

- 2 colliers cervicaux (1 adulte, 1 enfant),
- 2 aspirateurs à mucosités avec sondes adaptées,
- 1 écharpe de toile,
- 1 nécessaire de premier secours.

## ■ MATERIEL DE REANIMATION

- 2 bouteilles de 1m3 d'oxygène dont une de réserve avec manomètre et débitmètre,
- 2 ballons auto-remplisseurs avec valves et masques adaptés pour permettre une ventilation (1 adulte, 1 enfant),
- Insufflateur manuel à usage unique enfant et adulte,
- Masques d'inhalation d'oxygène, enfant et adulte,
- Canules oro-pharyngées,
- 1 brancard.

## ■ IDENTIFICATION DES MOYENS DE COMMUNICATION

- Communication externe : 1 téléphone dans le bureau des enseignants, 1 téléphone aux services techniques de la piscine,
- Numéros des téléphones d'urgence :
  - o 1 téléphone « pompiers » dans le local de retrait (#1818 + 11115),
  - o 18 Pompiers,
  - o 17 Police,
  - o 15 SAMU,
  - o 06.79.72.10.63 : Directeur du SIUAPS
  - o 06.87.76.32.15 : M. Gelot (technicien),
  - o 04.72.44.80.96 : Secrétariat SIUAPS,
  - o 04.72.44.79.74 : pompiers de l'université Claude Bernard Lyon1.
  - o 04.72.44.58.29 : service de sûreté du Campus en cas d'intrusion ou de problème d'incivilité

## 6.2. Prestations attendues

### ■ Fonctionnement général de l'établissement

La piscine inter universitaire fonctionne actuellement du lundi au vendredi de 7h45 à 22h et le samedi de 8h à 19h en fonction d'un planning établi d'une semaine à l'autre.

Ces horaires peuvent varier exceptionnellement (examens particuliers, compétitions, ...). Le titulaire mettra alors en œuvre les moyens d'adaptation nécessaires pour répondre à cette spécificité, tels que décrits dans son offre technique.

**En cas d'annulation non prévue et communiquée 48h ouvrés à l'avance par l'acheteur, le titulaire est susceptible de demander le paiement des heures annulées.**

### ■ Volume horaire annuel de la prestation

Le titulaire réalisera entre 1000 et 2500 heures chaque année. Ce volume annuel de base fera l'objet d'un ajustement en fonction des heures réelles effectuées selon les modalités décrites dans l'offre financière du titulaire. Les prestations se feront mensuellement sur l'année universitaire.

### ■ Organisation de la surveillance et de la sécurité

Personnel de surveillance présent pendant les heures d'utilisation :

La surveillance du bassin pendant les heures d'ouverture de la piscine est constamment assurée par un personnel titulaire du BEESAN (MNS) (ou équivalent) ou BNSSA (ou équivalent) en conformité avec le Code du sport.

Le Surveillant Sauveteur est chargé :

- D'assurer la surveillance et la sécurité de la baignade ;

- D'assurer les interventions de sauvetage, de réanimation, de secourisme et de police qui s'avèreront nécessaires ;
- De contrôler la bonne tenue du carnet sanitaire, des appareils de réanimation et trousse de secours ;
- De tenir chronologiquement la main courante et de la présenter lors des contrôles ;
- De veiller à la bonne application des plannings ;
- De prévenir les secours, la sécurité et la direction en cas d'incidents ou accidents sur le bassin ;
- De prendre toutes les mesures nécessaires à la sécurité des baigneurs ;
- D'avoir une tenue vestimentaire professionnelle correcte permettant d'être identifié facilement et assurant sa sécurité;( Short ou maillot de bain, tee-shirt (au nom du titulaire du marché afin de se faire identifier des étudiants et de l'enseignant), claquette)
- De faire respecter les consignes du règlement intérieur (*Cf. Annexe 1*) : le bon rangement du matériel, des locaux techniques seront supervisés par le surveillant notamment pendant les changements de cours, en bonne coordination avec les enseignants et les étudiants. Ils pourront réceptionner du nouveau matériel et le mettre en service. Ils pourront aussi repérer le matériel hors d'usage et le mettre de côté pour évacuation en informant le SIUAPS. Ils pourront aussi mettre à niveau du matériel comme les plaquettes en changeant les élastiques fournis par le SIUAPS ... Ces activités pourront être réalisées pendant les interours sans empiéter sur la surveillance dès qu'un nageur est dans le bassin.
- De veiller à l'application du règlement intérieur, notamment l'interdiction de marcher en chaussures non spécifiques sur les plages, l'obligation de la douche et du bonnet de bain, l'interdiction de manger sur les plages, rappeler la tenue obligatoire des étudiants (maillot de bain pour les garçons (short interdit), maillot de bain pour les filles (1 pièce à privilégier) etc. ;
- De veiller à la fermeture des accès au bassin en fin de planning (portes de secours extérieures, portes des vestiaires, sortie local prof/infirmierie ;
- De veiller à ne pas laisser s'installer d'intrus sur la terrasse extérieure : appel aux professeurs et à la sécurité du campus dans ce cas, après, éventuellement, une médiation pédagogique directe et courte auprès des personnes concernées (à l'appréciation du surveillant sauveteur selon le profil des personnes, le contexte sur le bassin, le moment de la journée, etc.) ;
  - En aucun cas il ne pourra séjourner dans le local Profs ou l'infirmierie sans raison liée à la surveillance, l'entretien matériel ou à l'assistance aux nageurs. L'usage des téléphones portables est interdit pendant le service sauf pour urgence professionnelle ou pour tout besoin de coordination avec la société de surveillance ou le SIUAPS.
  - En aucun cas il ne pourra se substituer aux enseignants mettant à l'eau les étudiants avant l'arrivée de l'enseignant ou en surveillant une fin de séance suite au départ d'un enseignant.

#### ■ Fourniture de matériels, procédés et produits employés

Le titulaire doit fournir, à sa charge et mettre en place l'ensemble des moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations, et notamment :

- Les produits, fournitures et matériels pharmaceutiques nécessaires à l'exécution des prestations (*Cf. liste en Annexe 2*).
- Les produits pharmaceutiques, les ustensiles, ainsi que les fournitures seront stockés dans l'infirmierie.
- Le prestataire doit veiller à réapprovisionner de manière bimestrielle les fournitures nécessaires à l'exécution des prestations afin d'éviter toute rupture de stock et fournira la liste détaillée du réapprovisionnement. Ce réapprovisionnement ne doit pas excéder un montant de 42€ HT par période bimestrielle. En raison de la fermeture de la piscine durant les mois de juillet et août, le réapprovisionnement n'aura pas lieu pendant cette période.

Le titulaire s'engage à fournir des produits adaptés et à mettre en œuvre des procédés adaptés aux tâches à effectuer.

Les produits et les procédés employés ne doivent pas être nocifs pour l'environnement, et ne doivent présenter aucun danger pour les occupants des locaux de la Piscine Inter Universitaire.

L'énergie et les fluides sont à la charge du SIUAPS. Les employés du titulaire feront une utilisation responsable des fluides et veilleront à éviter le gaspillage.

#### ■ **Respect de la réglementation**

Le titulaire contractera et maintiendra en état de validité toutes les assurances propres à garantir les risques liés à l'exécution du présent marché.

Le titulaire devra en toute circonstance se conformer aux textes législatifs et réglementaires en vigueur, particulièrement ceux concernant les règles d'hygiène et de sécurité.

#### ■ **Personnel du prestataire**

Le titulaire du présent marché fournira au SIUAPS une liste nominative du personnel employé à l'exécution des prestations objet du marché.

##### Lien de subordination :

Les personnels affectés par le titulaire à l'exécution des prestations demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...) et sont placés sous son autorité y compris pour les interventions exécutées dans les locaux de l'Université. Tout accident ou maladie pouvant affecter les personnels du titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du titulaire. Les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par ce personnel sont à la charge exclusive du titulaire ou de son assureur.

##### Obligation du personnel :

Le personnel de l'entreprise devra faire preuve de la plus grande correction, de discrétion et d'amabilité. Aucune sollicitation de pourboire ne sera admise.

Le titulaire soumettra d'autre part son personnel aux visites médicales périodiques prévues par la législation en vigueur.

La formation du personnel du titulaire est entièrement à sa charge.

#### ■ **Accès aux locaux**

L'université ne met pas à disposition du titulaire de clés ou de badge d'accès aux locaux. L'ouverture au titulaire du bureau MNS est assurée par le SIUAPS.

### **6.3. Développement durable**

#### ■ **Clause environnementale :**

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations.

- Les agents de surveillance doivent, dans la mesure du possible, privilégier les moyens de transport écologiques pour leurs déplacements vers et depuis les sites de baignade. Le prestataire devra encourager l'utilisation de transports en commun, de véhicules partagés ou de véhicules à faibles émissions pour réduire l'empreinte carbone liée à la prestation.

- Le titulaire s'engage à respecter une démarche écologique et durable, en veillant à ce que l'ensemble des produits et procédés utilisés dans le cadre de ses services ne soient pas nocifs pour

l'environnement.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

## 6.4. Autres stipulations

### ■ Favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi

La partie « Clause d'Insertion Sociale » de l'Article 16 du CCAG portant sur le développement durable est intégralement remplacée par les articles suivants.

En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique du 1er Avril 2019, l'Université Lyon 1 fixe dans ce marché une clause d'exécution à caractère social permettant l'accès ou le retour à l'emploi des personnes qui en sont éloignées.

Les entreprises du territoire de la Métropole de Lyon rencontrent des difficultés de recrutement, comme en attestent les enquêtes annuelles Besoins de Main d'Œuvre (BMO) réalisée par Pôle Emploi. En parallèle, il existe sur le territoire des personnes éloignées de l'emploi, tel que défini ci-dessous, qui souhaitent surmonter leurs difficultés socio-professionnelles et trouver des solutions d'insertion professionnelle durable dans le secteur d'activité objet du présent marché.

L'intérêt de l'engagement insertion pour l'entreprise titulaire est de renforcer les chances que les personnes bénéficiant de l'action d'insertion sociale puissent découvrir son activité, voire à terme intégrer ses effectifs si une telle intégration répond à ses besoins de recrutement, ou intégrer les effectifs de la branche professionnelle considérée, tout en bénéficiant durant la période d'exécution du marché de l'accompagnement de l'AMO Insertion de l'Université Lyon 1.

Il est demandé au titulaire et ses éventuels sous-traitants de réaliser un engagement d'insertion qui contribue à la promotion, à l'accès et au retour à l'emploi des publics qui en sont éloignées tel que défini ci-dessous.

A ce titre, le titulaire s'engage à mettre en place **un engagement d'insertion** sur la durée du marché parmi les 4 modalités proposées ci-dessous, selon le choix de l'AMO Insertion de l'Université Lyon 1 :

- Animer une demi-journée (3h) de face à face (visite de chantier ou d'entreprise, présentation de ses métiers en salle, atelier conseil, simulation d'entretiens d'embauche, etc.) avec un groupe de personnes éloignées de l'emploi tel que défini ci-dessous ;
- Accueillir en stage ou en immersion conventionné au sein de son entreprise ou sur le lieu d'exécution du marché une personne éloignée de l'emploi tel que défini ci-dessous, sur une durée minimum de 35 heures ;
- Parrainer une personne éloignée de l'emploi tel que défini ci-dessous, à travers des entretiens individuels espacés d'au moins 15 jours (6 heures de face à face) ;
- Faire participer au moins un salarié ayant une fonction d'encadrement de terrain à une session de sensibilisation à la lutte contre les discriminations, au recrutement sans CV ou à l'intégration de publics en insertion durant une demi-journée (3h).

L'entreprise titulaire peut proposer, dans les 8 jours suivant la notification du marché, les modalités qu'elle envisage pour réaliser ses engagements insertion susvisés, ainsi qu'un planning de mise en œuvre.

Le choix de la modalité qui devra être exécutée par l'entreprise titulaire sera toutefois effectué par l'AMO Insertion de l'Université Lyon 1, afin qu'elle corresponde aux besoins des publics éloignés de l'emploi tel que défini ci-dessous du territoire.

En cas de non-réalisation de la modalité définie par l'AMO Insertion de l'Université Lyon 1, des pénalités seront appliquées à l'entreprise titulaire.

En tout état de cause, le titulaire désignera son propre correspondant insertion.

### **Coordonnées de l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage Insertion pour la L'UNIVERSITÉ LYON 1 :**

L'Assistant à Maître d'Ouvrage Insertion (AMOI) désigné par l'Université Lyon 1 est chargé de faciliter la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la clause sociale. L'AMOI est l'interlocuteur unique du titulaire dans la mise en œuvre de la clause sociale.

#### **Coordonnée de l'AMOI :**

Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi (MMI'E)  
24 rue Etienne Rognon - 69007 Lyon  
Laurie POENSIN-CAILLAT  
Facilitatrice Clauses Sociales  
Tél : 04 78 60 20 82  
Mél : [lpoensin@lyonmetropole-mmie.fr](mailto:lpoensin@lyonmetropole-mmie.fr)

L'AMOI apporte un soutien méthodologique au titulaire des marchés publics pour l'aider à satisfaire les conditions d'exécution sociales.

Il répond également aux demandes de conseils ou d'appui formulées par le titulaire dans le cadre de la mise en œuvre de son engagement d'insertion. Pour ce faire, il peut :

- Accompagner les entreprises dans leurs recrutements, par la recherche et la présentation de candidats,
- S'assurer, si nécessaire, de la mise en place d'un accompagnement favorisant l'accueil et l'intégration,
- Apporter si besoin est des réponses en matière d'ingénierie de formation pour satisfaire aux besoins de compétences définis avec les entreprises ou leurs organisations professionnelles.
- Accompagner les entreprises dans la réalisation de ses engagements insertion.

#### **Prise de contact**

Dans un délai d'un mois maximum suivant la notification du marché, le titulaire prend contact avec l'AMOI afin de définir les modalités opérationnelles d'exécution de la clause et le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de son engagement d'insertion. Le contrôle des engagements insertion, se réalisera par le biais d'une rencontre en début et fin de prestation avec l'entreprise titulaire, d'un compte rendu réalisé par l'AMO Insertion et la transmission de feuilles d'émargement ou tout autre document justifiant la réalité physique de l'action. L'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion assure ce suivi pour le compte de l'Université Lyon 1, le titulaire s'engage donc à répondre à ses sollicitations et à fournir, dans les délais ci-dessous, tous renseignements nécessaires (planning de mise en œuvre...) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action d'insertion.

En cas de difficultés, notamment économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise titulaire peut demander au maître d'ouvrage la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.

#### **Personnes concernées par l'engagement d'insertion**

Les Maîtres d'Ouvrages du territoire de la Métropole de Lyon ont approuvé le 1er juillet 2021 le cadre métropolitain de mise en œuvre des clauses sociales. Ce cadre partagé fixe des priorités d'actions communes aux Maîtres d'Ouvrages, dont l'augmentation de la part de femmes, de résidents en QPV et de bénéficiaires du RSA parmi les publics bénéficiaires des clauses sociales.

En outre, dans le cadre du présent marché, les personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles spécifiques d'accès à l'emploi sont les suivantes :

- Demandeur d'Emploi de Longue Durée, inscrit à France Travail ayant travaillé moins de 610h sur les 12 derniers mois ;

- Personne en recherche d'emploi de +50 ans, inscrit à France Travail ;
- Bénéficiaire de minimas sociaux ;
- Demandeur d'emploi bénéficiaire de l'obligation d'emploi au sens de l'article L.5212-13 du Code du Travail ;
- Bénéficiaire d'un Pass IAE ;
- Jeune de -26 ans ayant un faible niveau de formation (niveau 3 et inférieur) rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle ;
- Participant à un dispositif d'accompagnement renforcé de la Métropole de Lyon ;
- Jeune de -26 ans qualifiés (niveau 4 et supérieur) en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
- Personne orientée par le SPIP (Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation).

D'autres personnes, rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle, peuvent, sur avis motivé des acteurs de l'emploi, apprécié par l'AMO Insertion, être considérées comme relevant des publics prioritaires.

#### ■ **Clause de réexamen et modifications du contrat :**

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service après consultation du titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

En cas de travaux, de pandémie, entravant l'exécution des prestations, le titulaire acceptera une suspension du contrat.

Dans le cadre d'évènements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de **mesures transitoires de prévention et de sécurité**.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour évènements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

Si au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance **d'une solution technique innovante** en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

En cas de cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques ou financières empêchant la mise en œuvre des obligations contractuelles, le titulaire ou son représentant légal peut proposer à l'acheteur un nouveau titulaire pour le remplacer.

L'acheteur vérifie que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et apprécie ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, l'acheteur accepte ou refuse la substitution. En cas de refus le contrat est résilié sans indemnisation.

Cette même possibilité est offerte à chacun des membres en cas de groupement, après accord de l'ensemble des cocontractants, en cas de substitution d'un membre ou reconstitution des

responsabilités entre les membres du groupement. En cas de refus de l'acheteur ou de désaccord entre les membres du groupement, l'acheteur résilie totalement ou partiellement le contrat et sans indemnisation.

■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur PLACE. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

## 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

---

### 7.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des

salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

#### ■ Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toutes natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### ■ Sous-traitance :

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

## 7.2. Obligations liées à la sécurité

### ■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

## 8. LITIGE ET SANCTIONS

### 8.1. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG, les pénalités suivantes s'appliquent :

| Pénalité   | Fait générateur et mode de calcul   |
|--|---|
| Tenue et comportement du maitre-nageur (comportement vis-à-vis des tiers, courtoisie, respect du règlement intérieur, consommation de substances illicites, utilisation des téléphones portables personnels, accès aux personnes extérieures etc.) | Une pénalité d'un montant de 80 € Hors Taxes (quatre-vingts euros) sera appliquée, pour le non-respect de ces dispositions sur constatation écrite d'un personnel de Lyon 1.  |
| Déploiement d'un agent ne présentant pas les qualifications, diplômes (art. 9 CCTP)  | Une pénalité d'un montant de 100 € HT (cent euros) sera appliquée si un personnel Lyon 1 constate qu'un agent ne dispose pas des prérequis à l'exercice de ses missions. L'agent sera remplacé sans frais pour LYON 1.  |
| Retard dans la prise de service d'un agent (art. 10.2 CCTP)  | En cas de retard du personnel, sur la première heure de prise de poste de l'agent, les pénalités seront décomptées comme suit :<br><br>Retard inférieur ou égale à 20 min : 50,00 € Hors Taxes (cinquante euros)<br><br>Retard entre 21 et 60 min : 90,00 € Hors Taxes (quatre-vingt-dix euros)<br><br>Au-delà d'une heure de retard, la pénalité s'élèvera à 135,00 € Hors Taxes (cent trente-cinq euros) forfaitaire pour une heure entamée.<br><br>En cas d'absence d'un agent, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire par agent de 1250,00 € Hors Taxes (mille deux cent cinquante euros) par jour d'absence calculée sur la base d'une vacation de 12 heures. |
| Abandon de poste (absence injustifiée d'un agent à son poste)  | Une pénalité d'un montant de 200 € Hors Taxes (cent euros) sera appliquée pour chaque abandon de poste constaté.  |
| Non-respect des conditions d'utilisation du matériel mis à disposition par le titulaire ou l'acheteur  | Une pénalité d'un montant de 100 € HT (cent euros) par manquement constaté par le SIUAPS.   |

## 8.2. Autres stipulations

### ■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### ■ Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

### ■ Pénalités pour retard - plafonnement des montants :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

### ■ Pénalités pour retard - seuil d'exonération :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

### ■ Pénalités pour non-respect des engagements d'insertion :

En cas de non-réalisation par le titulaire d'un engagement d'insertion défini par l'AMO Insertion de l'Université Lyon 1 conformément à l'article 6.4, il lui sera appliqué une pénalité de 1 500 €. Cette pénalité sera également applicable en cas de réalisation hors délai de l'engagement insertion par le titulaire.

### ■ Règlement des différends :

En cas de différends, l'acheteur et le titulaire peuvent recourir aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Le comité consultatif compétent est :

Comité Consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de LYON (CCIRA)

1 Boulevard Vivier Merle - 69443 Lyon Cedex 03,

Tél : 04.78.37.21.40

Mail : [ara.ccira@dreets.gouv.fr](mailto:ara.ccira@dreets.gouv.fr)

### ■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

#### ■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Lyon  
184 rue Duguesclin  
Lyon  
69433 Lyon Cedex

Téléphone : 04 87 63 50 00  
Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr  
Télécopie : 04 87 63 52 50  
Site internet : lyon.tribunal-administratif.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier

## 9. FIN DU CONTRAT

#### ■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

#### ■ Garantie :

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

#### Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Variation des prix* de l'article 5.1 du contrat déroge à l'article 10.2.4 du CCAG pour la date d'établissement des prix

La rubrique *Pénalités* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG

La rubrique *Délai de base* de l'article 4 du contrat déroge à l'article 13.3.2 du CCAG



#### Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)  
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)